



Les gilets jaunes Une bulle de champagne qui pète à la surface du verre trop plein

Hélène Bodart
Conseillère à l'Institut Destrée

Namur, le 31 décembre 2018

Introduction

Depuis quelques mois, la Wallonie comme la France a vu apparaître sur sa peau, dans ses rues, une éruption de gilets jaunes. Des femmes et des hommes qui manifestent un certain ras-le-bol, un malaise silencieux qui se rend visible devant des docteurs sourds, qui n'en croient pas leurs yeux. Le déclencheur ? Une goutte de diesel qui a enflammé l'opinion d'un certain public, une hausse de la taxe sur le carburant perçue comme profondément injuste. Les Français ont lancé le mouvement, se rassemblant dans les espaces publics, sur les routes, et en enfilant l'uniforme le plus économe qui soit : le gilet jaune, symbole de visibilité et de sécurité. Rapidement, le mouvement a fait tache d'huile sur le territoire wallon, avec une moindre ampleur. Blocage de routes, revendications en tout genre, accidents, violences, ils alimentent les conversations, titillent la tranquillité des autorités belges et wallonnes, colorent les JT, font jaser les économistes, philosophes et autres intellectuels. Et pourtant, on ne peut pas dire qu'il y ait de réels mouvements de part et d'autre de la ligne fictive entre les différents camps, les uns demandent et manifestent, les autres promettent ou font la sourdente oreille, et les troisièmes observent. Le résultat est que, depuis novembre, le groupe belge des gilets jaunes s'est érodé, mais sans jamais disparaître complètement. Les démangeaisons semblent s'apaiser, tout doucement, mais à quelques mois des élections, chacun est au taquet, les uns dans la peur d'être démis de leur position de pouvoir, les autres prêts à dégainer leur gilet (au mieux) ou des pavés de rue (au pire) au moindre faux pas.

Dans le récit qui suit, il ne sera pas question de ruminer sur la mauvaise conjoncture, de prendre parti ou de déballer des vérités, mais plutôt de poser de nombreuses questions et de tenter d'y apporter quelques pistes de réponse en se projetant dans l'avenir. Qui sont les gilets jaunes ? Que veulent-ils ? Quels problèmes de fond soulèvent-ils ? Dans un deuxième temps, dans un papier futur, je m'interrogerai pour savoir à quoi ressemblerait une Wallonie apaisée ? Dans un troisième texte, je n'échapperai pas à la question des solutions à apporter.

1. Mais qui sont les gilets jaunes ?

Le gilet jaune n'est pas un uniforme, il revêt de nombreux visages qui portent des messages et des revendications très disparates. On peut dresser plusieurs portraits « types », un peu caricaturaux, mais qui subtilement mêlés les uns aux autres donnent une galerie de personnages qu'on peut retrouver sur les barrages routiers et autres manifestations des gilets jaunes.

Le casseur, anarchiste, opportuniste : ce personnage, en général, se moque pas mal des causes de la manifestation. Le gilet jaune est un déguisement qui lui permet de commettre ses méfaits (vols, dégradations, violences « gratuites », etc.) en se mêlant à la foule, en profitant de bruit et de l'agitation des rues et en passant davantage inaperçus (croient-ils).

Le populiste (de gauche ou de droite) : il a un langage binaire (tout blanc ou tout noir) dont le crédo est « tous pourris ». Il parle souvent en « nous », un « nous » excluant (les politiques, les étrangers, les bobos, etc.) tous ceux qu'il n'identifie pas étant comme lui. Il peut se montrer violent (mais pas toujours). Souvent, son discours contient des erreurs factuelles, des incohérences et peut être une proie facile des « fake news ». En proie à l'émotion, il exprime son malaise avec maladresse et radicalité.

« Ras le bol général de la politique menée dans ce pays et des politiciens qui sont à des milliards d'années des problèmes journaliers du peuple. De plus les avantages nombreux et énormes dont ils bénéficient sont intolérables et indécentes. »¹

La personne isolée (ou non), la ménagère qui peine à clôturer ses fins de mois, qui marche dangereusement sur le fin fil entre le gouffre de la pauvreté et l'aspiration triste de la richesse financière. Elle se dit appartenir à la classe moyenne qu'elle a peur de voir disparaître. C'est la peur qui la fait s'exprimer. Souvent plus nuancée, cette personne en a assez de se battre au quotidien et se sent incomprise des dirigeants. Les femmes, les célibataires, les familles monoparentales sont les publics les plus fragiles et susceptibles de sortir dans la rue sous cette casquette.

« Plusieurs années que les trucs et astuces sont indispensables pour y arriver. Situation monoparentale. Débrouillard et malgré ça je rame !!! Je n'ose même pas imaginer la situation des gens moins bien payés... »

Le suiveur de mode : le Wallon depuis très longtemps se montre sensible aux actualités de la France, et bien souvent les actions. Le suiveur agit par mimétisme avec ce qu'il voit à la télévision, souvent, on remarque un manque de clarté quant à ce qu'il veut.

Le citoyen (aisé ou non) qui a besoin de s'exprimer, d'être écouté et que son avis soit pris en compte.

« La classe politique n'est plus démocratique, chez nous, nous avons juste une ploutocratie ! »

L'utopiste qui remet pacifiquement en cause l'ensemble du système. Il rêve de changer le système économique, démocratique ou encore social. Il portera les idées telles que l'allocation universelle, l'implication citoyenne en politique par tirage au sort, une économie qui dissémine les multinationales polluantes et exploitant les êtres humains au profit d'un renforcement d'une économie locale, circulaire, équitable, etc.

« Le monde est parti en cacahuète y a bien des années quand les grands de ce monde ont mis en place un système de divertissement pour le peuple. Depuis, on est tous des abrutis égoïstes qui n'arrivent pas à voir plus loin que « travailler pour devenir riche » c'est-à-dire du capitalisme. On était bien avec presque rien, on était autonomes et humains. »

etc.

La particularité de ce mouvement est justement son côté hétérogène et évolutif. Il s'agit donc d'être prudents et nuancés lorsqu'on parle « des » gilets jaunes.

2. Que veulent les gilets jaunes ?

La disparité des visages, des motivations, du degré d'éducation fait que les revendications sont confuses, diffuses, parfois même opposées. On peut toutefois retenir :

¹ En italique, le lecteur découvrira des témoignages récoltés sur différentes plateformes « gilets jaunes » sur Facebook en novembre 2018.

- que la plupart des revendications sont assez individualistes (mon portefeuille, mes problèmes, ma situation...);
- et/ou utopistes et idéologiques ;mais portées collectivement pour profiter de la force du groupe et du nombre.

Plusieurs thématiques revenaient systématiquement au début du mouvement :

- la fiscalité (qui devrait être plus juste)
- le système démocratique, le pouvoir, la parole (qu'ils n'ont pas assez)
- le pouvoir d'achat (qu'ils veulent voir augmenter)
- le « système financier et démocratique » et ses représentants ("tous pourris")
- la migration (pour ou contre, chacun veut qu'on entende son avis)
- le ras-le-bol du système capitaliste (dans certains cas)
- la peur liée au climat (assez rarement).

Aujourd'hui, les revendications des gilets jaunes portent principalement sur des questions fiscales (diminution des impôts), sociales (limer les inégalités en augmentant les salaires des travailleurs, et en diminuant ceux des hauts fonctionnaires), et démocratiques (par exemple en intégrant les référendums de consultation populaire à la constitution).

Conclusion : une crise de foi(e), symptôme d'une maladie plus lourde ?

Malgré le chaos et le côté un peu « populacien » que peut dégager le phénomène « gilet jaune », malgré le fait qu'il s'érode déjà, sans pour autant disparaître, le mouvement met en lumière plusieurs problématiques sociétales de fond, plus lourdes, que les démocraties traînent comme un rhume depuis plusieurs années. Faisons un bref *check-up*.

Tout d'abord, on sent que les gens ont besoin de **reprendre le contrôle de leur vie et de participer activement à la vie politique de leur pays**. Il y a un énorme problème de confiance entre eux et les différents pouvoirs. Les incidents de ces derniers mois (affaire Marghem et marche climatique, pacte migratoire...) n'arrangent vraiment pas la situation. Le citoyen se sent démis de son rôle de participation au pouvoir.

La plupart d'entre eux ne sont ni convenablement éduqués, ni outillés, ni informés pour pratiquer la politique de manière éclairée, prendre des décisions pour le bien de la collectivité. Pire, s'il y a une strate de la population qui sait et croit qu'elle a besoin d'apprendre (notamment les plus jeunes), toute une autre n'a pas conscience des compétences à développer pour prendre des décisions pour un pays.

Deuxièmement, il y a un gros problème de **désinformation/malinformation**. Les gens ne connaissent pas les outils à leur disposition pour s'exprimer. Ils connaissent mal le système politique/économique/fiscal de leur pays. Plus globalement, ils sont mal informés et mal éduqués. Prenons l'exemple de la migration : la majorité des migrants viennent des pays voisins (France, Pays-Bas, etc.) ou de l'Europe, la proportion de migrants par rapport à la population belge reste infime alors qu'une croyance populaire véhicule une idée d'invasion par des personnes venues d'Afrique ou du Moyen-Orient. Il est grand temps de réinvestir dans l'éducation...

Il y a un problème de **non-reconnaissance de certains types de violences**. Je pense à cette forme d'oppression financière des personnes en situation précaire : vivre dans la rue, c'est violent, devoir travailler jusqu'à 67 ans, ça peut être violent, être demandeur d'emploi pris de haut parce qu'on devrait faire un métier « en pénurie » par les personnes qui ont la chance de

faire un métier qu'ils ont choisi et qu'ils aiment, c'est violent. Le second type de violence, la rébellion est bien reconnue. La troisième, la répression est légitimée.

Le modèle capitaliste s'essouffle, certains commencent à comprendre que c'est au magasin qu'ils pourront voter, plus que dans les urnes.

L'écologie, indispensable, mais impraticable quand on est pauvre (disent certains). Ce seraient d'ailleurs les mêmes qui creusent le sillon des inégalités sociales, qui causent le plus de dégâts climatiques et empêchent même la transition : les multinationales et autres grandes richesses de ce monde. Il est certain qu'il y a une injustice liée à l'écologie. Tandis qu'on martèle le citoyen, pour qu'il fasse toujours plus d'efforts : éviter de prendre la voiture, diminuer ses déchets ou sa consommation électrique, alors qu'on culpabilise avec des images de files d'autoroutes qui n'en finissent pas et des montagnes de déchets dans la mer, on voit bien moins souvent les avions et les usines polluantes. Pire, on culpabilise le consommateur d'acheter à petits prix des produits fabriqués dans des conditions (écologiques et humaines) déplorables, à l'autre bout du monde, mais on ne condamne ou ne punit absolument pas (ou en tout cas, pas assez vu que ça continue) l'entreprise qui tourne par cette activité désastreuse.

Et pourtant... écologie et économie pourraient aller de pair.